

La France s'est mal conduite au Rwanda par Michel Rocard

# Passages

Juin - juillet 1998

n° 90 - 35 F

**CULTURE/PLAISIRS**

FÉMINITÉ, FÉMINITÉS

**DOSSIER**

50 ANS DE RELATIONS  
FRANCE-ISRAËL

**AVENIR**

LA RÉPUBLIQUE  
ET LES SAVANTS

M 4732 - 90 - 35,00 F - RD



Revue numéro 90 - Suisse 9 FS - Belgique  
219 FB - Canada 9,75 \$ - Luxembourg 216 FL

### Pour l'ancien Premier ministre, la France s'est mal conduite au Rwanda, soutenant un régime de « nazisme tropical, raciste et génocidaire »

M. Rocard, avant de vous poser des questions plus précises concernant l'Afrique, puis-je vous demander quelles sont vos fonctions au Parlement européen ?

Je suis devenu (un peu par hasard, sans l'avoir cherché et sans être candidat, parce que cela m'a été demandé) président de la commission du Développement et de la Coopération de ce Parlement — c'est-à-dire la commission qui délibère, donne des avis, attribue des budgets —, en fait la commission qui ratifie ou infléchit les orientations sur la politique de coopération de l'Europe vis-à-vis de tous les pays avec lesquels nous faisons un peu d'aide publique au développement. Et notamment les 71 pays reliés à nous par la Convention de Lomé, c'est-à-dire les pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Il y en a 15 dans les Caraïbes, 8 dans le Pacifique et 48 en Afrique. Mais nous faisons aussi de la coopération ailleurs et nous sommes compétents dès qu'il y a un budget d'aide publique au développement.

La première Convention de Lomé a eu lieu dans les années 70, n'est-ce pas ?

Oui. en 1975. Nous en sommes à la quatrième.

C'est indéniable, l'aide apportée n'a pas suffi

Diriez-vous qu'elle a bien travaillé, en presque un quart de siècle ?

Pas trop mal. Il serait extrêmement facile de démontrer que, dans la quasi-totalité des pays concernés, les choses seraient infiniment pires sans cet effort d'aide au développement. Nous savons, de plus, que cinq ou six pays bien gérés (c'est la condition centrale) ont fait des aides de la Convention de Lomé un usage qui a permis un décollage. L'exemple le plus spectaculaire est l'île Maurice, le deuxième est le Botswana. Quelques autres pays se sont réveillés plus tard. Mais prenez un des cas les plus désespérés, un pays sans aucune ressource, très désertique, qui n'a aucun minerai d'aucune sorte — ni pétrole, ni uranium, ni or, ni rien —, peu de zones fertiles et une surface à pluviométrie presque inexistante ou faible, je pense au Burkina-Faso... Depuis que le Burkina-Faso a enfin un gouvernement stable, sérieux et géré, il opère un décollage. Il a une croissance de 5 à 6% par an. On sent un avenir. Les gens s'organisent, la vie associative aidant, partout, s'il y a des problèmes,

et cela va de pair avec un décollage quand même initié par Lomé.

Dans les trois quarts des pays d'Afrique-Caraïbes-Pacifique, on a endigué la misère et la désespérance totale. Mais l'échec au développement le plus grave est lié aux guerres civiles, aux destructions, aux ravages par personnes humaines, à la mauvaise gouvernance, à l'instabilité. Pas seulement l'instabilité politique mais surtout l'instabilité juridique et fiscale. Elles sont souvent conséquences de la première, mais parfois une stabilité politique s'accompagne d'un total arbitraire juridique et fiscal, si bien qu'il n'y a pas moyen d'investir ni de travailler.

Ce n'est pas une convention purement économique qui pouvait remédier à des problèmes de ce type. Si bien que — à l'exception de l'île Maurice et peut-être aussi de Trinidad et Tobago, mais je ne connais pas très bien la situation là-bas — dans l'ensemble, la Convention de Lomé n'a pas été suffisante pour permettre, où que ce soit, un décollage « à l'asiatique ». A vrai dire, quand on voit ce qui se passe en Asie, des déséquilibres mal endigués entraînant des catastrophes (comme l'Indonésie en est un exemple, mais la Corée,

et la Thaïlande aussi peut-être), on se dit qu'il vaut mieux garder une certaine maîtrise et un certain contrôle. Mais, c'est indéniable, l'aide apportée n'a pas suffi.

Il y a donc là un vrai problème qu'il faudra examiner à la fin de la quatrième convention qui date de 1990 — et qui a été révisée à mi-parcours, si bien qu'on parle maintenant de « Lomé 4 bis », une convention qui a été signée en 1995 pour cinq ans et qui prendra donc fin en février de l'an 2000. A cette occasion, il faudra tout réexaminer. C'est l'objet des actuelles conversations, qui vont devenir des négociations dans peu de temps.

**L'une des critiques portées par les africanistes est que Lomé a exagéré les disparités entre divers pays. Que les accords liés à cette convention ont permis au Ghana de se développer magnifiquement et ont fait de lui l'enfant chéri des institutions internationales, alors que, par ailleurs, ils n'ont pas fait décoller tous les pays qui partaient de trop bas. Trouvez-vous cette critique fondée ? Est-ce que, par exemple, les accords de Lomé 5 donneront une priorité à ceux qui sont trop en bas de l'échelle ?**

Je partage complètement cette critique, mais je la formulerais différemment. Le fait que tel ou tel pays d'Afrique — ou des Caraïbes ou du Pacifique, mais, puisque nous parlons des pays concernés par la Convention de Lomé, surtout d'Afrique — gère bien ses finances et obtienne, de ce fait, une relation stable, confiante et donc porteuse, avec la Banque mondiale ou le FMI, est un fait totalement indépendant de Lomé. C'est un premier point.

Deuxièmement : à partir du moment où vous avez une bonne gouvernance, une stabilité, un esprit de responsabilité et un taux moyen de concussion assez bas (zéro en Afrique n'est pas possible, mais relativement bas), un pays décolle. Et il n'est à la portée de personne de corriger ce déséquilibre en affectant une surcompensation aux pays mal gouvernés, concussionnaires, etc. Ce n'est ni possible ni pensable. C'est dans l'ordre des choses. Les gens qui travaillent bien, qui se conduisent bien, qui payent leurs dettes sont en général mieux appréciés que leurs collègues, et vous n'y pouvez rien. Ce n'est pas une affaire de Convention de Lomé, c'est une affaire de la nature humaine.

**Le décollage, c'est quand l'espoir se localise chez soi plutôt que dans l'émigration**

**Vous avez évoqué le cas du Burkina-Faso... Que peut-on appeler décollage, à ce niveau-là, quand un pays part de très bas ?**

A quel moment peut-on parler de décollage, et en quoi cela consiste ? C'est une question en fait très difficile, contrairement aux apparences. Je prendrai le risque d'y répondre. J'aurais, pour ma part, tendance à appeler « décollage » le moment où, pour le petit peuple d'un pays donné, l'espoir d'un avenir raisonnablement meilleur se localise chez soi plutôt qu'à l'étranger et dans l'émigration. Ce n'est pas rien, c'est tout !

Nous parlons du Burkina-Faso : il y a décollage là-bas parce que, depuis maintenant cinq ou six ans, le rythme de la croissance locale

est substantiellement supérieur au rythme de la croissance démographique, ce qui n'est pas partout le cas en Afrique. Notez toutefois que globalement et en moyenne, l'Afrique va mieux. Nous en reparlerons lorsque nous prendrons une perspective plus globale. Ce qui veut dire qu'il y a 2%, 3%, 4% de mieux de revenu par tête et par habitant chaque année. A 1%, l'amélioration n'est pas perceptible, à 4%, 5% on commence à la percevoir. Par conséquent, on peut se dire : « Mieux vaut rester à la maison puisqu'on est mal reçu partout ailleurs, cela va aller mieux. »

Concrètement, le décollage, c'est cela. Nous avons gardé une lecture un peu trop occidentale, un peu trop quantitative, un peu trop macroéconomique, un peu trop centrée sur le PIB. On disait que, pour les pays pauvres, le décollage se faisait lorsque étaient atteints des taux de croissance de 10% par an. A vrai dire, des croissances semblables sont plutôt rares, mais elles ne sont pas impossibles. On en a vu en Asie. On en a vu, pendant deux ou trois ans, dans quelques pays d'Afrique. Dans beaucoup de ces pays, d'ailleurs, il suffit d'une bonne saison des pluies pour vous donner ce résultat. Mais vous n'êtes pas assuré que l'année d'après sera aussi une bonne saison des pluies, et rien n'est acquis dans des pays dont l'économie est encore dépendante d'une agriculture trop fragile.

Voilà ce qu'est, à mes yeux, le décollage. Évidemment, les conditions sont multiples et leur analyse pourrait nous entraîner dans d'innombrables directions.

J'ai envie d'insister sur un premier aspect : nous autres, Occidentaux, avons rendu à l'Afrique tous les mauvais services. Notamment celui, par la télévision, de lui donner envie de notre mode de vie, et surtout de notre mode de consommation, ce qui est trop rapide. C'est ce qui explique que, en Afrique, donnent l'impression de décoller les pays où un nombre substantiel de gens accèdent au réfrigérateur, au climatiseur, à la voiture — à des modes de vie dont, dans l'ensemble, ces pays n'ont pas les moyens, pour des raisons de balance des paiements, parce que tout s'importe et coûte cher et qu'ils n'ont pas grand-chose à exporter.

La condition vraie (c'est celle que nous avons remplie en trois cents ans, nous autres en Europe), c'est qu'une économie solide commence par l'agriculture. Il n'y a pas de raccourci par rapport à cela, cela ne s'est jamais vu nulle part. Donc, l'accumulation de capital — pour reprendre des termes techniques qui ont acquis une connotation péjorative mais cela n'a pas d'autre nom — l'accumulation de capital ne peut commencer que dans l'agriculture. Or, dans la plupart des pays d'Afrique, on est passé à des taux d'autosuffisance alimentaire négatifs. Autrement dit, on commence à importer très largement ce que l'on mange.

**Le désert gagne chaque année sur l'Afrique l'équivalent de la Belgique**

Vous savez sans doute qu'en Afrique, il y a chaque année un territoire équivalent en surface à la Belgique qui passe au désert. Naturellement, la Belgique, c'est petit, et l'Afrique est immense... mais chaque année





une Belgique! C'est extrêmement rapide! De plus, les pays sont inégalement menacés. C'est à tout cela qu'il faut remédier en trouvant des modèles de développement économes en énergie, économiseurs des sols, utilisateurs des matériaux locaux. Il faut apprendre à inventer un développement d'origine locale, même si, pour ce faire, il faut beaucoup de recherche scientifique. Cette recherche scientifique, même des chercheurs extérieurs à l'Afrique, des Occidentaux, peuvent la mener, à condition de s'imposer quelques contraintes...

**Est-ce que ce décollage passe aussi par des modifications du cadre juridique? Autrement dit, faut-il que tous les pays d'Afrique deviennent des Etats-nations, ce qu'ils ne sont pas encore? Faut-il, là aussi, aider à développer une certaine notion de citoyenneté?**

Ce n'est pas à des Occidentaux de répondre à cela. Nous avons fait beaucoup de mal à l'Afrique — y compris en y découpant des pays qui séparaient des ethnies, qui contraignaient des cousins à apprendre une langue étrangère différente et en donnant une réalité pseudo-nationale à des entités sans réelle signification. L'Afrique a besoin de se ressourcer, de se retrouver, de trouver un équilibre. Elle a passé un pacte — elle a demandé au reste du monde et s'est imposé à elle-même le respect d'une loi, celle de la non-mise en cause des

frontières héritées de la colonisation. Ce n'est pas une loi d'intelligence sociologique, c'est une loi de stabilité militaire, tout bonnement.

C'est d'ailleurs la raison pour laquelle la France, qui est la seule à avoir fait un accroc là, s'est rendue coupable d'une faute en découpant les Comores, en isolant l'île de Mayotte du reste de l'archipel des Comores. Toutefois, il s'agit d'îles, la population n'est pas tout à fait africaine, le problème est un peu différent.

### L'unité pertinente est un marché régional

Reste que, aujourd'hui, beaucoup (pas tous, mais la plupart) des Etats d'Afrique sont trop petits pour avoir une dimension pertinente en matière de développement. Par conséquent, pour l'avenir, en termes de développement économique, même quand ce développement repose sur la rentabilité d'exploitations agricoles, et *a fortiori* dès que l'on passe à l'industrie — et parfois même aussi aux services qui ne sont pas exclusivement locaux —, l'unité pertinente est sans doute un marché régional.

Vous avez d'ailleurs en Afrique beaucoup de régions qui s'essayeront à cela. Il y a 60 ou 80 (je ne sais plus) traités qui y visent et dont beaucoup sont lettre morte. Il y a le grand traité d'Ajuba qui prévoit, en

trente ans, l'intégration économique unitaire de toute l'Afrique. Mais dans cette optique, il n'y a que deux tentatives conséquentes et qui commencent à prendre sérieusement forme. L'une, c'est la SADC (South Africa Development Community), qui regroupe les 14 pays d'Afrique australe (au nombre desquels Madagascar et l'île Maurice — mais les 12 autres sont continentaux). L'autre, c'est l'UEMOA, c'est-à-dire l'Union économique et monétaire de l'Ouest africain, union qui, pour le moment, est limitée à la zone franc mais qui semble intéresser, par exemple, le Ghana. Ces deux expériences sont probablement porteuses d'unités économiques à la taille du monde moderne, enfin à la taille de réelles puissances.

## La France a été la complice inconsciente de quelque chose qui, au total, a tourné à la mauvaise action

### Que pensez-vous de l'actuel débat sur le Rwanda ?

C'est un débat parfaitement fondé. Au Rwanda, nous nous sommes mal conduits. La France a maintenu en activité un traité d'assistance militaire (comme nous en avons avec une douzaine de pays d'Afrique) beaucoup trop longtemps et bien longtemps après qu'on eut découvert que le régime d'Habyarimana était, n'était rien de plus qu'une forme jusque-là inconnue de nazisme tropical, un régime raciste et génocidaire. Et de plus nous avons des raisons fortes — qui ont été niées par le pouvoir — de le savoir à temps.

### A quoi est imputable une telle myopie de la politique française ?

Je ne le sais pas. Je n'étais plus au pouvoir à ce moment-là. Je vous rappelle d'ailleurs que, constitutionnellement, la politique étrangère est faite en direct par le président de la République (ce qu'aucun d'eux n'a oublié de faire), et que cela ne change un peu que quand il y a cohabitation. C'est institutionnel, je ne vise pas des personnes en disant cela. Seulement la personne dont il s'agit — qui est François Mitterrand — a peut-être agi pour des raisons linguistiques, justement, puisque le Rwanda est francophone...

### Vous voulez dire que la responsabilité politique, c'est-à-dire celle du président de la République de l'époque, viendrait d'une défense de la francophonie ?

Premièrement, à l'époque, la responsabilité est celle du président de la République et de tout un gouvernement, qui est celui de M. Balladur et celui de M. Juppé. Je ne suis ni juge ni magistrat. J'ai le regret que l'honneur de mon pays soit compromis dans cette affaire. Je n'ai pas d'informations qui me permettent de dire qui a fait quoi, ni d'accuser. Je n'ai d'ailleurs pas une stature à porter des jugements au nom de l'Histoire, ce n'est pas mon genre. Simplement, la France est en complicité inconsciente dans quelque chose qui, au total, a tourné à la mauvaise action, c'est-à-dire au soutien trop long du régime d'Habyarimana. C'est tout ce que je peux dire et c'est suffisamment grave à mes yeux.

J'aimerais quand même ajouter une chose : les militaires français, officiers, sous-officiers et soldats de l'opération Turquoise, ont fait leur métier admirablement. Ce fut une merveille de logistique et ce fut en même temps une opération qui s'est très bien déroulée. Mais ils étaient voués à obéir à des consignes politiques venues trop tard, incomplètes et situées géographiquement dans des conditions qui ont abouti à des catastrophes sans qu'ils y soient pour rien. La responsabilité incombe, pour petite partie à l'ONU dont le mandat a été donné beaucoup trop tard — on a perdu un temps monstrueux — et pour grande partie aux politiques français qui n'avaient pas une vision suffisante de la situation.

Je voudrais, dans cette affaire, que nos militaires soient préservés. Parce qu'ils ont obéi aux ordres, et ces ordres n'étaient pas de tuer, bien entendu ! Ils se sont conduits de manière à peu près impeccable. On n'a même pas entendu parler de bavures de soldats français. Mais le fait est que l'opération Turquoise s'est déroulée dans des conditions telles qu'elle a permis à une centaine de milliers des tueurs de l'armée d'Habyarimana d'échapper à la victoire du Front patriotique rwandais et d'aller se cacher au Zaïre. C'est déjà un malheur. Le fait est que l'un des principaux cantonnements de Turquoise se trouvait à quelques dizaines de mètres de l'un des plus grands charniers (sans qu'on le sache, paraît-il, ce dont on n'arrive pas à convaincre la population locale, parce qu'on est arrivé dix jours après, c'est court !). Ce sont là des faits d'une grande gravité, et c'est uniquement la décision politique qui est à incriminer. Car nos soldats en Afrique sont plutôt respectés et se sont toujours conduits comme des hommes de paix.

## Le franc CFA va devenir un euro CFA

J'aimerais revenir à une question pratique d'ordre économique. Que va devenir le franc CFA avec l'euro ? Cela va-t-il changer quelque chose ? Y a-t-il de nouvelles mesures prévues ?

Rien ne change. Cela ne pose aucun problème. Il y a un pacte entre les huit pays d'Afrique de l'Ouest, quatre pays d'Afrique centrale et les Comores (au total treize pays) dans une zone franc — le franc comorien n'a pas tout à fait la même valeur que les autres, mais peu importe —, une relation de parité rigide avec le franc métropolitain. Il y a un compte d'opérations de cette zone, et ce compte d'opérations peut éventuellement avoir un solde déficitaire (il l'est, de temps en temps, ce n'est pas gigantesque, mais cela représente tout de même des montants avoisinant presque le reste de l'aide publique française au développement. C'est donc tout de même relativement considérable). Le solde de ce compte est réglé par le Trésor public français. C'est une décision politique, qui engage le contribuable français. Nous avons fait la promesse formelle, d'ailleurs légitime et justifiée, que cela continuerait. Autrement dit, le passage du franc à l'euro fait que le CFA va devenir un euro-CFA, mais c'est toujours le budget de la République française — et c'est bien le moins, nous avons été la puissance colonisatrice pour le meilleur et pour le pire — qui va garantir.

Cela offre, à tout pays exportateur de cette zone, l'accès à un marché de 340 millions d'habitants d'un seul coup. C'est énorme. Et

cela ne présente guère d'inconvénients, du point de vue de la relation avec le franc français. S'il en était besoin, mais ce n'est pas le cas, cela diminue même le risque de change propre au franc, puisque le franc va se trouver intégré dans un ensemble monétaire encore plus solide et encore plus résistant. Donc diminution d'un risque déjà minime.

Quant aux situations locales, leur peur panique d'une nouvelle dévaluation est non fondée. Elle est de toute façon non corrélée à l'idée qu'on passe dans l'euro, elle est corrélée à leur propre performance économique locale. Le bilan de la dévaluation de la zone franc — il y a un peu moins de quatre ans, en 1994 —, ce bilan est inégal selon les pays, mais il est aveuglant de clarté : ce sont les pays les mieux gérés, où les gouvernants étaient les moins concussionnaires et les plus sérieux, qui en ont le plus profité.

Vous avez la catastrophe absolue qui est les Comores. Elles n'avaient rien à exporter, elles n'étaient pas en état, c'était la pagaille interne, personne ne faisait rien. On a vu, du fait de la dévaluation, renchérissement de la dette, renchérissement des achats de pétrole et les importations — on ne fait que des importations — et aucun gain. Mais c'est la sanction de la non-gouvernance.

Et puis quelques pays, y compris le petit Burkina dont nous parlions, et surtout la Côte-d'Ivoire s'en sont très bien tirés.

**Mais est-ce que les dirigeants africains sont conscients de cette situation que vous décrivez ? Est-ce que, devant la multiplication des disparités dans la répartition des ressources et l'inégalité des niveaux de vie, les pays africains qui « marchent bien » ont envie d'apporter une aide économique à ceux qui « marchent mal » ?**

Non. Même les pays africains qui « marchent bien » ont quand même des difficultés énormes, ont encore des océans de pauvreté. L'essentiel, c'est que l'espoir ait changé de sens. Quand il n'y a d'espoir pour une population que dans l'émigration, c'est vraiment que tout est perdu. Quand l'espoir recommence à être local, tout change. Les volontés, les initiatives, les intelligences, les créations d'entreprises et d'activité se font localement. Cela change tout. et cela se joue sur un climat, peu de choses, peu d'années... Trois bonnes récoltes et un bon gouvernement, la dette qui n'enchérit pas, cela bouge. Mais je veux revenir là-dessus : pour l'essentiel des pays de la zone franc, cette dévaluation, qui a été redoutée et qui a eu un coût initial, est un triomphe. Absolument. Aucun d'entre eux ne pouvait plus rien exporter. Et la non-dévaluation, c'était l'asphyxie progressive et la vocation à l'économie de subsistance, à l'économie d'assistance.

## Le volet le plus important de la prochaine Convention de Lomé sera le volet politique

Je voudrais glisser ici une sorte de parenthèse. Il ne faut pas oublier que ce qui a le plus grippé le mécanisme, pendant vingt-cinq ans, ce

sont les guerres civiles, les coups d'État, l'insécurité, etc. Et que le morceau important de la prochaine Convention de Lomé sera sa partie politique. Je rappelle que les premières conventions étaient signées par une institution qui s'appelait la Communauté économique européenne qui, du fait des traités qui la constituaient, ne pouvait passer que des conventions fiscales, tarifaires, douanières, économiques, financières et non pas politiques. Tandis que, maintenant, nous sommes une union politique. Nous avons même une vocation — que nous utilisons mal pour des raisons de procédure, mais qui est écrite dans les traités : avoir une politique étrangère et de sécurité commune.

Et à ce titre-là, le volet politique — encouragement à la bonne gouvernance, au respect des droits de l'homme et surtout prévention des tensions, des crises et des conflits — sera le volet majeur. Et d'ailleurs, depuis quatre ou cinq ans, on enregistre en Afrique un substantiel mieux. L'Afrique sub-saharienne est à 5 ou 6% de croissance globale du PNB. Ces trois-quatre dernières années sont les premières depuis trente ans où la croissance de l'Afrique est substantiellement supérieure à celle de son croît démographique. Donc, en moyenne, il y a des revenus par tête qui augmentent. Nous sommes dans une période tout à fait charnière, c'est absolument décisif.

## La rivalité euro-américaine en Afrique ? Du médiatico-superficiel sans contenu !

**Que pourriez-vous dire de la rivalité euro-américaine ou franco-américaine sur le terrain ?**

Simplement qu'il s'agit là de médiatico-superficiel sans contenu. Mais comme cela amuse tout le monde, les médias ne parlent que de cela. En termes d'aide publique au développement — il faudrait retrouver les statistiques exactes, mais approximativement — lorsque les Etats-Unis dépensent un dollar d'aide publique au développement en Afrique sub-saharienne (je ne parle que de cette région, parce que si je considère l'Asie, ou par exemple Israël, les chiffres changent), pour un dollar d'aide publique au développement fourni par les Américains, l'ensemble de l'Union européenne et de ses Etats membres, France comprise, en apporte entre vingt et trente. Toute l'Afrique le sait. Et le dernier voyage du président Clinton en Afrique a quand même amusé les chefs d'État les plus lucides. Il n'y en a qu'un qui ait osé le lui dire, il s'appelle Mandela, cela n'est pas passé inaperçu.

Deuxième élément : naturellement, l'Afrique a besoin de commercer ! Mais le slogan *Trade, not aid* (le commerce et pas l'assistance) est une espèce de honte globale, pour quantités de raisons. La première, c'est que, quand les Etats-Unis arrivent cyniquement en disant : « Nous vous offrons l'accès gratuit, sans droits de douane, à tout notre marché », ils ouvrent sans droits de douane quelque chose qui représente 0,5% de toutes leurs importations. On est donc dans le négligeable, et ce cadeau américain ne coûte rien.

D'autre part, c'est oublier qu'il est impossible de commercer si l'on n'a pas de routes ni d'écoles, ni d'hôpitaux. Il n'y a pas de dévelop-



pement sans qu'une partie des services publics fondamentaux le permette. Il est évident que l'activité privée est très nécessaire. L'Afrique a besoin de commercer, j'en suis le premier persuadé et je suis contre l'économie administrée. Mais je suis pour la défense d'un équilibre entre ce que peut faire le marché et ce qui ne dépend pas du marché. Et ce qui ne dépend pas du marché dépend de puissance publique et de fonds publics, si possible gratuits, donc de subventions durables, et c'est cet équilibre-là qui fait l'affaire et qui fait l'avenir.

Troisième élément : militairement. Il est vrai que l'Afrique a des problèmes de sécurité — pas vraiment externes, mais beaucoup internes — et que nos amis américains sont la seule puissance (la seconde étant nous, quand même) capable de fournir vite de l'entraînement et des matériels. Mais ils le font avec une vision extrêmement délimitée. Les Etats-Unis ont un jugement géostratégique global que l'on peut comprendre et que l'on peut même approuver. Ils ont une vision géopolitique générale dans laquelle ils ont surtout peur de l'irréductibilité islamique, agressif et terroriste, du Soudan. Par conséquent, leur vision militaire consiste à organiser une sorte de cordon sanitaire, militaire, autour de tous les pays qui avoisinent le Soudan : l'Égypte, le Rwanda, le Burundi, en partie l'Éthiopie, et cela pourrait aller jusqu'au Tchad. Une telle vision, encore une fois, peut se comprendre. Et quiconque n'a pas en tête la préservation d'anciennes visions coloniales, mais se soucie réellement de la stabilité et de la paix dans le monde, peut accepter ce point de vue. Je suis sûr que nous avons besoin d'une coopération et qu'il n'y a pas de vraie rivalité. Je considère donc, pour ma part, que cette pseudo-rivalité franco-américaine, ou européo-américaine, est d'une totale absurdité. L'Afrique a absolument besoin de tout le monde. Il faut coordonner les aides. Il n'y a pas de quoi se disputer.

## L'Afrique, au total, les Etats-Unis s'en moquent

La tragique vérité, c'est quand même que de l'Afrique, au total, les Etats-Unis s'en moquent. Ils ont compris que c'était un continent stratégiquement important, mais, comme je vous le disais, ils n'y font pas le vingtième, le trentième de l'effort que nous y faisons, nous, Français et Européens. Notre vertu à nous, Français, a été d'y entraîner nos amis d'Europe. Car le travail que fait l'Europe en Afrique est tout à fait exemplaire. L'Europe est, pour la quasi-totalité des pays d'Afrique, le premier bailleur de fonds, partout, maintenant.

### Et que dire du Japon, qui commence à jouer en Afrique un rôle économique important ?

L'aide du Japon n'est pas encore vraiment importante en Afrique. Le Japon fait beaucoup d'aide internationale, mais il a quand même commencé par ses voisins, par l'Asie. Il arrive peu à peu en Afrique, mais il est le bienvenu ! A quoi riment ces rivalités de clientélisme postcolonial ? La défense du pavillon est maintenant une défense postcoloniale d'intérêts souvent illégitimes !

### Mais n'est-ce pas précisément la politique africaine de la France ?

C'était, mais Dieu merci, cette politique est en train de changer. C'est précisément pour réaliser cela que l'on a pratiquement remis toute l'administration de la coopération sous les ordres du ministère des Affaires étrangères : pour avoir une politique globale, pour traiter de la même façon nos anciennes colonies et les autres pays d'Afrique, notamment anglophones et lusophones. C'est ce que nous sommes en train de faire. Et je m'honore de soutenir le gouvernement Jospin, qui a osé et su faire cela. On mettra du temps avant que cela se traduise dans les structures et dans les habitudes, mais le commandement est unique, et il se veut l'aide de la France au développement économique du monde, indépendamment du statut postcolonial.

### Partageriez-vous le point de vue d'un grand historien français qui a dit, à propos de l'Afrique, qu'il fallait maintenant « passer de l'ethnique à l'Histoire » ? Que la politique africaine de la France, chargée de sentimentalisme, n'avait finalement jamais considéré l'Afrique de la même manière que les autres continents ?

C'est un mot que, pour ma part, j'accepte et veux bien prendre en charge — en conservant quand même ma méfiance fondamentale envers les formules trop générales derrière lesquelles on peut loger n'importe quoi, parce que l'on reste dans le domaine des symboles.

Colonialisme pour colonialisme, les Français n'ont pas été les pires. En termes de « semeurs de haine », les Belges ont été, pardonnez-moi, autrement pires. Nous sommes, parmi les colonisateurs, ceux qui ont fait le plus d'écoles et le moins de commerce — nous le payons d'une certaine façon. Enfin, tout cela est un peu délicat, c'est une période révolue.

En tout cas, une chose est bien certaine : l'ensemble des colonisateurs — nous y compris — avons au total aggravé les clivages ethniques en Afrique. L'Afrique est diverse — comme nous-mêmes d'ailleurs, nous avons des Basques, des Catalans, des Alsaciens, des Picards, des Bretons, pour ne parler que des plus têtus. Or, en Afrique, nous avons excité les guerres entre ethnies diverses, alors que, du temps des grands empires africains, l'empire Mossi, l'empire du Bénin, quelques autres, ou le royaume (plus petit) du Rwanda, on se savait différents, mais on ne cohabitait pas trop mal et on ne s'entreuait pas.

Un dernier point : on peut être attaché à sa langue. Je suis personnellement très attaché à la langue française, je crois qu'elle porte des vertus. Mais nous nous ridiculisons quand nous faisons du combat linguistique des ex-colonisateurs une occasion de guerre fratricide en Afrique. C'est ce que nous avons fait au Rwanda, et c'est une honte. Je suis, pour ma part, persuadé que la défense des valeurs que nous portons sera d'autant mieux assurée que notre politique sera plus pacifique et plus pertinente.

**Propos recueillis  
par Emile Malet**